

Unité départementale des Yvelines
Pôle Elevages Ouest
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 18/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CINEAQUA PARIS

5 Avenue Albert de Mun
75016 Paris

Code AIOT : 0007404178

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/03/2024 dans l'établissement CINEAQUA PARIS implanté 5 avenue Albert Mun 75016 Paris. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CINEAQUA PARIS
- 5 avenue Albert de Mun 75016 Paris
- Code AIOT : 0007404178
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CINEAQUA PARIS présente au public de nombreuses espèces de poissons et organismes marins parmi lesquelles des espèces de requins, de coraux et de méduses. L'établissement est une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) relevant de la rubrique 2140 "Présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques" sous le régime de l'autorisation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 7	Demande d'action corrective	6 mois
6	Gestion de l'eau des bassins	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 48	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R511-9	Sans objet
3	Prévention des	Arrêté Ministériel du 25/03/2004,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	accidents	article 8	
4	Conduites d'élevage	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 24	Sans objet
5	Surveillance sanitaire des animaux	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 46	Sans objet
7	Logement des animaux	Arrêté Préfectoral du 27/12/2002, article 8, annexe I	Sans objet
8	Situation administrative	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R512-68	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement doit mettre à jour son dossier ICPE. Qu'il s'agisse d'identifier les rubriques auxquelles est soumis l'établissement en plus de la rubrique principale 2140, d'affiner la connaissance de ses réseaux d'effluents et de leurs exutoires ou d'établir un plan de secours en bonne et due forme, un travail de fond est attendu pour une meilleure maîtrise des risques environnementaux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R511-9
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE
Prescription contrôlée : La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : L'arrêté préfectoral du 24 juillet 2002 modifié portant autorisation d'une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE), classe l'établissement sous les rubriques suivantes : - 2140 : Présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques (régime de l'autorisation) ; - 2731 : Dépôt ou transit de sous-produits animaux (régime de l'autorisation) ; - 2920-2-b : Installation de compression (régime de la déclaration) ; - 2925 : Ateliers de charge d'accumulateurs électriques (régime de la déclaration). Le courrier de la Préfecture de Police transmis à l'exploitant le 5 mars 2015 révisé ce classement en supprimant la rubrique 2920-2-b (du fait d'une modification de la nomenclature) et en conservant les 3 autres rubriques identifiées ainsi que leurs régimes d'exploitation respectifs. Interrogé sur les éventuelles évolutions des installations ou réglementaires ayant pu modifier ce classement, l'exploitant se dit méconnaître la nomenclature des ICPE et ne pas être en mesure de se prononcer tant sur les rubriques que sur les régimes de classement de ses installations.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'équipe d'inspection a transmis à l'exploitant par courriel du 5 mars 2024 les liens internet lui permettant de conduire par ses propres moyens un examen exhaustif de l'ensemble des rubriques de la nomenclature des ICPE. L'exploitant doit sous 3 mois transmettre à l'Inspection des installations classées la liste des rubriques ICPE et des régimes associés dont relèvent ses installations et activités.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 7
Thème(s) : Élevage, Gestion situation accidentelle
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan de secours dont les caractéristiques figurent en annexe 1 au présent arrêté. Les établissements sont tenus de prévoir la présence permanente d'au moins un membre de leur personnel ayant reçu une formation de secouriste. Ils doivent disposer d'un local installé en poste de secours équipé de façon à pouvoir dispenser les premiers soins. Un réseau de communication intérieur est mis en place et relié en permanence au personnel chargé de la sécurité. ***** Annexe I : Règlement intérieur, règlement de service, plan de secours et dossier sanitaire
3. Plan de secours Le plan de secours comporte l'indication des risques pour lesquels il est établi. Il est élaboré sur la base de scénarii. Le plan de secours fixe de façon précise, pour chaque scénario répertorié : <ul style="list-style-type: none">- les moyens et les procédures à mettre en œuvre ainsi que les missions et responsabilités des personnes travaillant dans l'établissement ;- les consignes à suivre pour les personnels qui seraient impliqués dans ces situations ou qui auraient à les subir ;- les issues devant être empruntées pour quitter l'établissement ;- les conditions d'alerte des services médicaux ou de secours ou de toute autre personne extérieure dont le concours est nécessaire. Ces services ou personnes doivent être au préalable informés des conditions dans lesquelles ils auront à intervenir. Ils doivent être notamment informés des types de blessures pouvant survenir, des espèces animales impliquées et des circonstances possibles de leur apparition. Le plan de secours doit être porté à la connaissance du personnel de l'établissement. Il est communiqué au maire et au préfet.
Constats : L'exploitant déclare disposer en permanence de 2 personnes formées SSIAP1 et d'une personne formée SSIAP 2 et que l'ensemble de l'équipe technique de l'aquarium (environ 20 personnes) est formée SSIAP 1. L'équipe d'inspection procède à un test d'intervention d'un secouriste en simulant un malaise. Monsieur A. Y. intervient en moins de 2 minutes et produit les documents justifiant qu'il a reçu une formation SSIAP 2 le 2 mars 2018, ainsi qu'un recyclage de cette dernière le 15 mars 2023. L'exploitant déclare disposer d'un réseau de talkies-walkies et de téléphone PTI (protection du travailleur isolé : détection de position allongée). L'équipe d'inspection constate que ses interlocuteurs sont équipés desdits dispositifs. L'exploitant montre à l'équipe d'inspection le poste de sécurité, situé à l'entrée « technique » de l'aquarium. Ce poste est aussi le poste de travail des secouristes de l'établissement. Même si l'équipe d'inspection juge ce local peu adapté pour l'accueil d'un blessé (bruit, courants d'air, lieu de passage), l'exploitant précise que les pompiers lui ont confirmé qu'il s'agissait du meilleur endroit possible pour établir un poste de secours car il est situé juste à côté d'un point d'accès véhicule (les autres points possibles présentent des escaliers peu pratiques pour évacuer un blessé vers un véhicule de secours).

Non-conformité n° 20240301-NC-1 : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter à l'équipe d'inspection de plan de secours conforme à l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 25 mars 2004. L'exploitant doit sous 6 mois établir un plan de secours respectant les exigences réglementaires et en transmettre une copie à la Préfecture de Police.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit sous 6 mois établir un plan de secours respectant les exigences réglementaires et en transmettre une copie à la Préfecture de Police.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 8
Thème(s) : Élevage, Sécurité du public
Prescription contrôlée : Dans les conditions normales de visite, le public est tenu à distance suffisante de tout lieu et de toute activité pouvant présenter un risque pour sa santé et sa sécurité. Dans les lieux où le public a accès et où existeraient des risques pour sa sécurité en raison du non-respect des règles, des consignes de sécurité sont présentées de façon claire, compréhensive et répétitive. Sauf lors de visites accompagnées organisées par les responsables des établissements, la pénétration du public est interdite dans les bâtiments, locaux et allées de service, les lieux où sont stockés le matériel, la nourriture, les déchets et les déjections animales.
Constats : L'exploitant indique que des « douches sonores » ont été installées depuis la dernière inspection au cours de laquelle avait été constatée l'insuffisance du niveau sonore des consignes diffusées au niveau du bassin des carpes koï. Ces douches sonores sont des hauts-parleurs dirigés vers le bas au droit de la position depuis laquelle les visiteurs peuvent toucher les poissons. L'équipe d'inspection constate que le niveau sonore du nouveau dispositif est suffisant pour entendre les consignes contrairement à celui de l'ancien système de hauts-parleurs qui diffusait les consignes dans l'ensemble de la pièce, et note l'amélioration apportée. L'exploitant précise que le bassin des carpes koï dispose d'un rythme de filtration très important, l'équivalent de l'ensemble du volume d'eau du bassin étant filtré tous les quarts d'heure. Cette mesure permet de conserver une eau de qualité malgré l'activité de « caresse des poissons » proposée au public. L'exploitant déclare que les consignes écrites sont réduites au minimum requis dans l'établissement en raison du constat d'une incivilité de plus en plus marquée des visiteurs qui ne les suivent pas et les dégradent.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conduites d'élevage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 24
Thème(s) : Élevage, Intervention du personnel
Prescription contrôlée : Des procédures écrites fixent les conditions d'intervention du personnel participant à l'entretien des animaux d'espèces considérées comme dangereuses.
Constats : L'exploitant déclare avoir établi une liste des espèces dangereuses présentes dans ses bassins d'après la liste figurant en annexe de l'arrêté du 21 novembre 1997 et l'avoir augmentée avec des espèces qu'il jugeait dangereuses bien que non listées dans cette annexe. L'exploitant indique avoir rédigé, pour chacune de ces espèces identifiées comme dangereuses, une fiche écrite affichée à proximité de chaque bassin où est conservée l'espèce correspondante. L'équipe d'inspection consulte quelques-unes de ces fiches qui fournissent les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- Zone concernée de l'établissement ;- Code ;- Nom scientifique ;- Risques encourus ;- Prévention ;- Conduite à tenir en cas d'accident. L'exploitant indique que ces fiches ont été établies en lien avec le Service de l'Hôpital de Begin en charge de la gestion des cas d'envenimation et le Centre anti-poison d'Île-de-France. L'équipe d'inspection a procédé à un contrôle par sondage de l'affichage de ces fiches et a pu constater que l'affichage est bien réalisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance sanitaire des animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 46
Thème(s) : Élevage, Gestion des cadavres d'animaux
Prescription contrôlée : [...] Les établissements disposent d'équipements spécifiques permettant la conservation au froid des cadavres d'animaux qui ne peuvent faire rapidement l'objet d'une autopsie.
Constats : L'équipe d'inspection a pu constater la présence de deux enceintes à froid négatif destinées à la conservation des cadavres et équipées d'un indicateur extérieur de la température intérieure de l'enceinte. L'équipe d'inspection constate que lesdites enceintes sont identifiées de manière à ce que leur fonction ne fasse aucun doute. Un registre est disponible à proximité, afin que toute personne venant déposer un cadavre puisse enregistrer le décès. L'exploitant déclare disposer d'un contrat d'enlèvement des cadavres avec la société d'équarrissage ATEMAX et montre à l'équipe d'inspection le conteneur étanche spécialement prévu pour ce type d'enlèvement. L'intervention de la société ATEMAX est sollicitée dès qu'un poisson de grosse taille meurt ou dès que l'un des deux congélateurs est plein.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Gestion de l'eau des bassins

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 48
Thème(s) : Élevage, Réseaux d'eaux
Prescription contrôlée : Les locaux, les enclos où sont hébergés les animaux, leurs équipements, les bassins et les autres dispositifs contenant de l'eau à la disposition des animaux sont maintenus dans un état d'hygiène

<p>permettant de prévenir l'apparition de risques sanitaires pour les animaux et les personnes. [...]</p> <p>Toutes les eaux résiduaires issues des bâtiments d'élevage des animaux et de leurs annexes (cuisines, infirmerie,...) sont collectées par un réseau d'égout étanche et acheminées vers des installations d'assainissement.</p>
<p>Constats : L'exploitant déclare disposer de plans de ses installations prises séparément mais pas d'un plan d'ensemble les reprenant toutes et permettant à la fois une compréhension du réseau et d'avoir l'assurance que l'ensemble des eaux résiduaires sont évacuées vers le bon exutoire.</p> <p>Non-conformité n° 20240301-NC-2 : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que toutes les eaux résiduaires de son établissement sont collectées par un réseau d'égout étanche et acheminées vers des installations d'assainissement. L'exploitant doit sous 6 mois faire réaliser un plan d'ensemble de ses réseaux d'eaux résiduaires, afin de justifier de leur bonne destination.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit sous 6 mois faire réaliser un plan d'ensemble de ses réseaux d'eaux résiduaires, afin de justifier de leur bonne destination.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 7 : Logement des animaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2002, article 8, annexe I</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Volume total des bassins</p>
<p>Prescription contrôlée : L'établissement comporte une quarantaine de bassins d'expositions pour un volume total de 2500 m³. Il comporte, en outre, des locaux techniques abritant des bacs de quarantaine et de réserve représentant 3 % à 5 % du volume des bassins d'expositions. [...]</p> <p>L'arrêté préfectoral du 26 janvier 2006 modifiant l'arrêté préfectoral n° 2002-11232 du 24 juillet 2002 portant autorisation d'une installation classée pour la protection de l'environnement, a porté le volume total des bassins de 2500 m³ à 3900 m³</p>
<p>Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer le volume total des bassins d'exposition. Il lui est demandé de transmettre les informations sous un mois..</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fournira sous 1 mois un tableau listant ses bassins (fixes et mobiles) et fournissant pour chacun les informations suivantes : - Identification du bassin (nom ? Numéro ? Salle ?) ; - Année de mise service ; - Volume net (hors décor fixe) ; - Objectif du bassin (si existant) ; - Type (eau de mer / eau douce) ; - Espèce principale mise en valeur.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article R512-68
Thème(s) : Élevage, Déclaration de changement d'exploitant
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions de l'article R. 181-47, et sauf dans le cas prévu à l'article R. 516-1, lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement ou à déclaration change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette déclaration et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du déclarant. Pour les installations prévues à l'article R. 512-55, la déclaration est accompagnée d'un justificatif de réalisation du dernier contrôle périodique. Il est délivré un récépissé sans frais de cette déclaration.
Constats : La société <i>Cinéaqua Paris</i> (anciennement dénommée <i>Société de construction de l'Aquarium du Trocadéro</i>) est la société désignée comme exploitant les installations de l'aquarium par l'arrêté préfectoral modifié n° 2002-11232 du 24 juillet 2002. Or, depuis peu cette société a procédé à la location gérance de son fonds de commerce à la société <i>Aquarium de Paris</i> , l'ensemble du personnel de l'aquarium dont notamment le Directeur et le capitaine étant employés par cette dernière. Considérant que le personnel compétent pour l'entretien des animaux et décisionnaire s'agissant des dépenses à engager pour leur présentation au public dans les conditions réglementaires relèvent de la société Aquarium de Paris, cette dernière doit être considérée comme le nouvel exploitant de l'établissement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit procéder dans les meilleurs délais à une déclaration de changement d'exploitant en suivant la procédure décrite à telle adresse internet : https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R42637
Type de suites proposées : Sans suite